

Merci au groupe sortir du nucléaire Paris (SNP) et à Yosomono-net, qui me permettent de m'adresser à vous aujourd'hui et par votre intermédiaire à une virtuelle et plus vaste assemblée. Merci pour votre présence mensuelle à la Bastille en soutien au peuple japonais qui exige l'arrêt définitif de toutes ses installations nucléaires.

Cette exigence populaire est née de la confrontation avec les terribles conséquences sanitaires et sociales des catastrophiques et permanentes dispersions de radionucléides en provenance des réacteurs nucléaires « à ciel ouvert » de Fukushima.

En France 54 des 58 réacteurs nucléaires de notre parc vieillissant de centrales nucléaires sont eux aussi sous licence américaine Westinghouse, comme dans le cas de Fukushima (Westinghouse-Toshiba AP1000) si l'un d'eux explose, le risque d'explosions en cascade des réacteurs proches est très grand. La puissance mécanique de l'explosion est aggravée par le confinement du réacteur en cas de perte de contrôle sur celui-ci ce qui semblait un avantage en cas de chute d'avion devient un mortel inconvénient.

Cet enseignement vital malheureusement spécifique n'a fait l'objet d'aucun article sérieux dans les médias de masse. Pour preuves les réacteurs n°5 et n°6 de Fukushima ont été relativement épargnés grâce à leurs situations géographiques différentes des quatre autres.

Je suis moi-même une victime sanitaire et sociale française des activités nucléaires du groupe AREVA. Si je me permets de m'adresser à vous aujourd'hui c'est que j'ai par expérience l'intime conviction qu'il n'existe pas de grandes ou de petites victimes du nucléaire. Il existe seulement des victimes passées, présentes et malheureusement à venir.

En effet la catastrophe nucléaire jouit d'une abominable et durable spécificité : **Le risque différé !** Ce risque différé est lié à la contamination radioactive aussi faible soit-elle. Grâce à Messieurs Alexey V. Yablokov de l'Académie Russe des sciences de Moscou et messieurs Alexey V. et Vassily B. Nesterenko, de l'Institut Belarus de radioprotection BELRAD nous savons que l'explosion du réacteur n°4 de la centrale nucléaire Lénine de Tchernobyl a fait, en un quart de siècle un minimum d'un million de victimes. Je n'ose même pas imaginer le bilan de Fukushima à l'horizon 2036.

Pendant les trente années à venir, les médias de masse majoritairement aux mains des industries mortifères feront diversions en maintenant notre niveau d'inconscience du risque nucléaire réel grâce à la terreur que pourra nous inspirer de nombreux risques hypothétiques et théoriques où le nucléaire tiendra la place scénographique et fallacieuse de solution miracle, voire finale.

Que des missiles thermonucléaires intercontinentaux puissent en une vingtaine de minutes cautériser, refroidir et empoisonner durablement toute la biosphère terrestre reste médiatiquement une option tenant de la pure science-fiction bien sûr.

S'il faut croire sur parole Monsieur François Hollande l'arme nucléaire comme l'Europe politique reste un facteur Nobel de paix ! Tout ce « cirque médiatique » a pour but de masquer l'augmentation notoire des cas de cancers radio induits chez des individus de plus en plus jeunes ainsi que les pathologies handicapantes qui épuiseront les populations contraintes de survivre sur des territoires durablement contaminés.

Depuis plusieurs années j'interpelle qui veut bien m'écouter sur les conséquences « normales » et « accidentelles » de toutes les installations nucléaires et plus particulièrement de celles du site du Tricastin proche de la commune de Bollène dont je suis native. Grâce à une petite association volontairement constituée exclusivement de bénévoles le Réseau Zéro Nucléaire (RZN) j'ai compris que la filière nucléaire est génératrice de problèmes sanitaires depuis la mine jusqu'aux stockages souterrains administrativement imposés.

Tous les ans, en France et partout à travers le monde des travailleurs souffrent et meurent des conséquences sanitaires du fonctionnement « normal » de cette filière mortifère. Des travailleurs, mais aussi des riverains d'installations nucléaires.

Il y a exactement une année une étude officielle dirigée par le D<sup>r</sup> Jacqueline Clavel responsable d'épidémiologie environnementale des cancers à l'INSERM a montré un excès de cas de leucémie de l'enfant près de 19 sites nucléaires français.

Ces travaux, publiés sur le site du Journal international du cancer n'établissent malheureusement pas de lien entre ces chiffres et la proximité des centrales nucléaires. Lorsqu'une catastrophe advient l'abomination nucléaire montre son vrai visage. Elle n'est pas assurée, et vous non plus contre les dommages sanitaires et sociaux qu'elle cause elle bénéficie d'une quasi impunité juridique et d'une grande tolérance administrative pour des crimes qui enverraient n'importe qui d'autre en prison. Essayez donc de rouler en automobile sans assurance !

C'est comme cela que fonctionne la filière nucléaire pour les risques biologiques liés à ses activités nucléaires mortifères les mêmes critères de « tolérance » sont appliqués par les préfectures françaises. La légionellose n'est pas la seule pathologie que peut indirectement induire les activités nucléaires je vous laisse imaginer les mutations radio-logiquement provoquées sur les bactéries et les virus des territoires durablement contaminés ou des sites de stockage de déchets nucléaires.

Politiquement, historiquement et techniquement le nucléaire a pour origine le désir de possession d'armements nucléaires et pour finalité la puissance terroriste que représentent ces armes pour les peuples et le pouvoir qu'elles confèrent aux oligarchies les exploitant. Le nucléaire représente actuellement moins de 4% de l'énergie consommée au niveau mondial. Nous sommes donc en tant que peuples, otages de l'abominable et terrifiant pouvoir nucléaire qui nous a été imposé en

clôture du deuxième conflit mondial. Le 8 décembre 1953 apparaît la criminelle et fallacieuse doctrine onusienne : « Atom for peace » dans un discours du président des Etats-Unis d'Amérique, Eisenhower, devant l'Assemblée des Nations Unies.

Discours au cours duquel il lance « officiellement » la course aux armements nucléaires qualifiés abusivement de dissuasifs plutôt que de terroristes. L'Agence Internationale de l'énergie Atomique (AIEA) est créée trois ans plus tard afin d'officialiser « la paix par l'atome » et le statu quo de la guerre froide. Voici l'article 2 des statuts de la seule agence onusienne qui dépend directement de son Conseil de Sécurité et plus particulièrement de ses cinq membres permanents ayant droit de veto (petit club très fermé de nations nucléaires dominantes et dissuasives) :

**"L'Agence s'efforce de hâter et d'accroître la contribution de l'énergie atomique à la paix, la santé et la prospérité dans le monde entier".**

Les procès de Nuremberg et de Tokyo ont permis de préserver l'apparence d'une continuité nationale tout en conservant l'essentielle domination totale des vainqueurs. En août 1945, les villes martyres d'Hiroshima et de Nagasaki ont servi de terrain d'expérimentation aux armes nucléaires. La bombe à l'uranium utilisée le 6 août sur la population d'Hiroshima n'avait précédemment jamais été expérimentée par les militaires américains contrairement à la bombe au plutonium utilisée le 9 août sur la population de Nagasaki. Des expériences et des mesures ont été pratiquées sur les Hibakusha par des médecins militaires américains qui connaissent donc très précisément les conséquences sanitaires terribles liés aux dispersions de radionucléides tels que le plutonium et l'uranium que l'on retrouve sous formes d'oxydes dans les barres de combustible nucléaire MOX fourni par le groupe AREVA en août 2010 à la compagnie TEPCO et utilisé dans le réacteur n°3 de la centrale de Fukushima.

Qui a pris la décision de charger un réacteur nucléaire de 34 ans d'âge avec du combustible MOX pour lequel il n'a pas été conçu ? Qui devrait payer les conséquences d'une semblable décision ? Le groupe AREVA est détenu à plus de 80% par l'état français sa part de responsabilité doit-elle être calculée au prorata ?

Pourquoi l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS – WHO) n'organise t'elle pas, comme le préconise le professeur Michel Fernex et de nombreuses associations citoyennes une collecte des dents de lait des enfants habitants des territoires durablement contaminés afin de pouvoir réaliser, après mesures une cartographie précise de la contamination au strontium 90 ce qui nous permettrait d'interdire à l'avenir ces territoires aux enfants et aux femmes enceintes ?

Sommes-nous toujours considérés comme du « matériel humain » ? Je suis moi-même ... Je suis heureuse que mon état de santé me permette de vous demander pardon en mon nom et aux noms de toutes les françaises et de tous les français qui luttent contre l'abominable filière nucléaire mortifère. Pardon pour les terres durablement contaminées, pour tous les enfants malades. Les résultats inquiétants des dernières élections législatives japonaises doivent nous inciter intellectuellement et culturellement à lutter pied à pied et de manière non violente contre les nationalistes qui sont à la politique ce que le nucléaire est à la santé.

L'élection est une condition nécessaire mais insuffisante à la démocratie réelle qui reste la seule véritable arme non violente antinucléaire face aux médias de masse qui sont les nouveaux faiseurs de rois. Ceux qui ont imposé le salutaire article 9 de la Constitution japonaise, veulent aujourd'hui l'abroger au lieu de pacifiquement et logiquement l'étendre aux Constitutions de toutes les nations.

Les stratèges américains doivent cesser de considérer l'archipel japonais comme autant de navires nucléaires en face de la puissante Chine.

La maire nationaliste de Bollène par l'intermédiaire de son avocat tout en affirmant clairement par voix de presse ne pas être antinucléaire réclame, sans consultation préalable de ses administrés la somme de 11 millions d'euros au groupe AREVA. Le mari de la maire de Bollène est maire d'Orange et préside aussi la Ligue du Sud un parti nationaliste d'extrême droite, qui pourrait, grâce à un éventuel financement rivaliser aux prochaines élections locales et nationales avec le parti d'extrême droite Front National.

Mes actuelles démarches consistent à étayer un dossier juridique et technique pour poursuivre en justice le groupe AREVA que j'estime responsable des préjudices sanitaires et matériels que je subis suite au rejet dans mon proche environnement par une de leurs filiales du site de Tricastin en 2008 de 150 kilogrammes d'effluents d'uranium. Vous trouverez tous les liens pour vous informer plus complètement et éventuellement [me soutenir financièrement](#) sur le site : [sanurezo.org](http://sanurezo.org).

La France, mon pays n'écoute pas ses scientifiques renommés comme Monsieur Pierre-Gilles de Gennes qui avait dénoncé en vain les dégâts financiers importants que représente pour la recherche française le budget pharaonique du projet international ITER ainsi que les risques liés à l'inévitable dispersion de tritium dans l'environnement. La France ne respecte pas les traités qu'elle signe en effet elle bafoue l'esprit du Traité de Non Prolifération (TNP) en finançant l'installation « Laser Mégajoule » qui permettra la mise au point d'armes nucléaires miniatures car sous critiques et augmentera donc les risques déjà très élevés de catastrophes nucléaires locales préméditées et banalisées.

La France n'écoute pas les français lorsque ceux-ci s'opposent à l'implantation à Notre-Dame-des-Landes d'une nouvelle plate-forme aéroportuaire conçue et décidée par un quarteron de technocrates.

Derrière moi vous pouvez peut-être apercevoir la colonne de juillet pivot de la place de la Bastille parisienne. Depuis plus de 162 ans elle domine Paris de ses 50 mètres avec le génie de la liberté en haut qui malgré son costume n'a jamais froid. Imaginez une montagne de déchets radioactifs de cette hauteur mais dont la surface de la base circulaire représenterait 120 hectares et vous avez approximativement la représentation du volume de déchets radioactifs qu'il nous faut actuellement et impérativement stocker et surveiller ce volume augmente chaque jour « grâce » au criminel lobbying international de l'AIEA. Nous sommes face à un problème sanitaire et social planétaire dont les conséquences vont s'aggraver avec le temps les

solutions à ce problème vital sont donc obligatoirement sanitaires, sociales et internationales. Les peuples du monde luttent au Québec aux USA, en Inde, en Australie, en Afrique, au Japon. Partout où le nucléaire veut s'implanter, exploiter, proliférer la paix sociale, la démocratie, la santé et la prospérité régressent.

Les peuples qui refusent le nucléaire subissent les conséquences de ceux qui le possèdent ! Est-ce admissible au niveau du droit international ?

Ces peuples ne doivent ils pas rapidement constituer un groupe au sein de l'ONU pour exiger la dissolution de l'AIEA et un moratoire nucléaire international ?

La France ne doit-elle pas abandonner immédiatement et unilatéralement son dangereux arsenal nucléaire pour pouvoir réinvestir tous les ans 5 milliards d'euros de son budget dans la production décentralisée d'énergies renouvelables et pouvoir initier un réel désarmement nucléaire planétaire total ?

Pour trouver des pistes de réponses à ces vitales questions je vous invite fortement à lire : [« Le crime de Tchernobyl - Le goulag nucléaire »](#) de Monsieur Wladimir Tchertkoff. Les peuples premiers sont à l'avant-garde de toutes nos luttes pour la vie car ils savent que l'homme appartient à la Terre et non l'inverse. Ils savent aussi que ce qui est antinomique avec la vie ne peut rien apporter de bon. Nous n'avons plus que deux choix : **Les écouter ou pêcher le dernier poisson**. Merci pour votre attention, je vous souhaite bonne année 2013 sans nucléaire.